

Pétitions

Les signataires estiment qu'un tel projet de loi reconnaîtrait mieux les réalités du travail dans le bâtiment et faciliterait l'embauche et la formation futures des jeunes travailleurs dans cette industrie.

LA DISCRIMINATION FONDÉE SUR L'ORIENTATION SEXUELLE

M. David Kilgour (Edmonton—Sud—Est): Monsieur le Président, conformément à l'article 36 du Règlement, je suis heureux de présenter une pétition signée par une centaine d'habitants de Calgary et d'Edmonton. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de faire adopter des mesures législatives qui interdiraient la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle.

LA RÉVISION DES DISPOSITIONS LÉGALES SUR L'EXTRADITION

M. Bill Vankoughnet (Hastings—Frontenac—Lennox et Addington): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition jugée correcte quant à la forme et au fond. Elle est signée par 2 300 Canadiens qui demandent au gouvernement de réviser les dispositions légales actuelles sur l'extradition afin de permettre au ministre de la Justice d'ordonner l'extradition de fugitifs et d'empêcher ainsi que le Canada ne devienne un asile pour les personnes qui fuient la justice d'autres pays.

[Français]

LA SITUATION AU LIBAN—LE RÈGLEMENT DU CONFLIT

M. Allan Koury (Hochelaga—Maisonnette): Monsieur le Président, j'ai le privilège de présenter une pétition au nom de plus de 12 000 citoyens sur le fait que le génocide du peuple libanais nécessite une action d'extrême urgence; que l'Armée syrienne occupe les trois quarts du territoire libanais et terrorise sa population; que seul le retrait des Forces syriennes et non libanaises du Liban permettrait le rétablissement de la paix dans ce pays meurtri.

Ils demandent instamment que le Parlement mette tout en oeuvre pour obtenir une réunion urgente du Conseil de Sécurité de l'ONU afin d'exiger pour le Liban: l'arrêt immédiat des bombardements; le retrait des Forces syriennes, israéliennes et des autres forces non libanaises; l'envoi d'une Force de paix des Nations-Unies; des sanctions politiques et économiques pour les parties qui ne respecteraient pas les décisions du Conseil de Sécurité.

[Traduction]

OPPOSITION À LA FERMETURE DE LA BASE MILITAIRE DE SUMMERSIDE

M. Joe McGuire (Egmont): Monsieur le Président, j'ai le privilège de présenter une pétition signée par des habitants de la région de Summerside. Cette pétition a circulé sous la direction de M. Jim Aikinson, de la Downtown Business Association de Summerside, et a été signée par 12 000 habitants de l'île. Elle a été certifiée conforme par le greffier des pétitions.

Le but de la pétition est de montrer le degré d'opposition à la fermeture de la base des Forces canadiennes de Summerside qui, si elle se produit, conduira la ville de Summerside à la ruine, tout comme le village de St. Eleanor's et plusieurs autres localités plus petites du Comté Prince, et touchera gravement la trésorerie du gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard.

Je présente cette pétition au Parlement confiant que le gouvernement comprendra le degré d'inquiétude qui existe et qu'il reviendra sur sa décision avant les 45 jours requis.

LES COMPRESSIONS BUDGÉTAIRES IMPOSÉES À VIA RAIL

M. Iain Angus (Thunder Bay—Atikokan): Monsieur le Président, j'ai l'honneur et le devoir de déposer des pétitions qui ont été jugées conformes au Règlement par le greffier des pétitions. Ces cinq pétitions ont été signées par 225 Canadiens de 35 localités différentes s'échelonnant de Vancouver à Saint-Jean, Terre-Neuve, et de Churchill à London. Ces signatures ont été recueillies dans la gare de VIA Rail à Thunder Bay.

Les pétitionnaires demandent qu'il plaise au Parlement de respecter l'engagement qu'il a déjà pris d'appuyer VIA Rail, d'abandonner son projet de réduire le budget de VIA, et de fournir à cette entreprise les ressources dont elle a besoin pour être une société de transport moderne et efficace plutôt qu'un musée. Il y aurait beaucoup plus de pétitions portant davantage de signatures s'il y avait plus de wagons pour accommoder les gens qui veulent prendre le train.

• (1520)

LA COMMERCIALISATION INTERNATIONALE DE MATÉRIEL MILITAIRE ET POLICIER

Mme Lynn Hunter (Saanich—les Îles-du-Golfe): Monsieur le Président, j'ai le plaisir de présenter deux pétitions conformément à l'article 36 du Règlement.